

REPERTOIRE
DES
RÈGLES ET RÉOLUTIONS

ADOPTÉES PAR
L'ASSOCIATION DES RÉGISTRATEURS
DE LA PROVINCE DE QUEBEC
Et obligatoires pour tous ses Membres.

REPERTORY
OF
RULES AND RESOLUTIONS

ADOPTED BY
THE REGISTRARS' ASSOCIATION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC
And binding on all its members.

MONTREAL
EUSÈBE SENÉCAL & FILS, IMPRIMEURS
20, RUE SAINT-VINCENT.

(F 721) 51
RÉPERTOIRE

DES

RÈGLES ET RÉOLUTIONS

ADOPTÉES PAR

L'ASSOCIATION DES RÉGISTRATEURS

///

DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Et obligatoires pour tous les Membres.

REPERTORY

OF

RULES AND RESOLUTIONS

ADOPTED BY

THE REGISTRARS' ASSOCIATION

OF THE PROVINCE OF QUEBEC

And binding on all its members.

MONTREAL
EUSEBE SENÉCAL & FILS, IMPRIMEURS
20, RUE SAINT-VINCENT.

AUX RÉGISTRATEURS.

Les articles qui suivent sont obligatoires pour tous les membres de l'Association des Régistrateurs; mais ils ne sont pas absolus. Il est permis d'en dévier suivant les circonstances et dans des cas spéciaux, pourvu que ce ne soit pas au détriment des intérêts de l'association, comme corps, et que telle latitude ne crée pas un précédent qui lui soit préjudiciable.

ARTICLE 1.

ENREGISTREMENT DES TUTELLES, CURATELLES, Etc.

L'acte de tutelle, curatelle ou autre acte de conseil de famille, fait devant notaire, homologué en cour et dont le Greffier émane copie, tant du dit acte que de son homologation, ne constitue qu'UN SEUL et même document, quant à l'enregistrement.

Voir l'*Annuaire* de 1885, folio 12, et l'*Annuaire* de 1886, folio 46.

ARTICLE 2.

REÇUS DES ACTES PRÉSENTÉS POUR ENREGISTREMENT ET NON DÉPOSÉS

Nul reçu donné, pour tout acte déposé seulement. Le numéro de son dépôt seul, est donné, lorsque demandé. Voir 43 et 44 Vict., Ch. 27, s. 1.

Le reçu d'un acte présenté pour enregistrement ne doit contenir légalement que "le numéro d'enregistrement" sous lequel le document est entré au registre de "présentation."

Mais de même qu'un reçu en général ne peut être valable ni légal, sans indiquer l'objet de tel reçu et la mention de sa provenance, la date de son exécution et la signature du faiseur, il s'ensuit que le Régistrateur doit mentionner sur tel reçu, outre le No d'enregistre-

TO REGISTRARS.

The following articles are binding on all the members of the Registrars' Association, but they are not absolute. It is allowed to deviate from them, according to circumstances and in special cases, so long as the interests of the Association, as a body, are not affected, and that the latitude does not form an injurious precedent.

ARTICLE 1.

REGISTRATION OF TUTORSHIP, CURATORSHIP, &c.

The tutorship, curatorship or other act of the family council, done in presence of a notary, homologated in court and of which a copy is issued by the Clerk, both of the said act and of its homologation, constitute only ONE SOLE document, so far as registration is concerned.

See the *Annual Record* of 1885, page 12, and the *Annual Record* of 1886, page 46.

ARTICLE 2.

RECEIPTS OF ACTS PRESENTED FOR REGISTRATION AND NOT DEPOSITED.

No receipt is given for an act that is only deposited. The number of the deposit only is given, when required. See 43 and 44 Vict. Ch. 27, s. 1.

The receipt of an act presented for registration must legally contain only "The registration number under which the document is entered in the "minute book."

But as a receipt in general cannot be legally valid, without an indication of the object of such receipt, and mention of its origin, the date of its execution and the signature of the maker, the Registrar must consequently mention on such receipt, beside the registration number, the place and date, the abridged title of the act (such as SALE, OBLIGATION &c., without

ment, le lieu et la date, le titre abrégé de l'acte, (*tel que VENTE, OBLIGATION, etc., sans être tenu de mentionner les noms des parties,*) le montant des honoraires et taxes perçus et la signature.

Dès lors le Régistrateur a droit, lors de la remise du document présenté, après son enregistrement, d'exiger du porteur son reçu ou un reçu motivé par ce dernier, de telle manière que le Régistrateur soit satisfait et sa responsabilité saine et sauve.

En cela le Régistrateur use de sa discrétion sans méuser de la responsabilité de sa position, afin d'exempter des difficultés inutiles.

Voir *Annuaire* de 1886, folio 62, 63, 64.

ARTICLE 3.

LES BORDEREAUX OU SOMMAIRES.

Aucun bordereau ou sommaire ne doit être accepté par le Régistrateur, à moins qu'il ne soit revêtu de toutes les formalités requises par les articles 2136 et 2137 (tels qu'amendés) du Code Civil et qu'il n'y ait rien d'étranger au titre dont il émane ; c'est pourquoi le Régistrateur doit toujours exiger, en même temps, la présentation du titre ou des documents qui forment la base du bordereau.

Si le numéro officiel n'apparaît pas aux documents ainsi présentés, tel numéro officiel ne peut apparaître à la face du bordereau ; en tel cas, il faut l'avis ou déclaration exigés par l'article 2168 du Code Civil, qui complète *chaque* bordereau. (Art. 2131).

Le premier est *inscrit* et le second est *transcrit* dans des registres différents et spéciaux. (Voir art. 2131 et 2172 C. C.)

Voir également *Annuaire* 1885, folio 71, et 1886, folio 46.

ARTICLE 4.

ACTES SOUS SEINGS PRIVÉS.

Quoique les formalités qui exigent que le titre sous seing privé soit prouvé préalablement à son enregistrement, de la même manière que le bordereau, il ne s'en suit pas qu'il doive rester déposé de records dans les

mentioning the names of parties), the amount of fees and stamps, and the signature.

Then the Registrar has the right, when the said document is handed over, after its registration, to exact from the bearer, his receipt or a receipt certified by the latter, in such wise that the Registrar shall be satisfied that his responsibility is safe.

Therefore the Registrar uses his discretion, without misusing the responsibility of his position, in order to avoid useless difficulties.

See *Annual Record* of 1886, pages 62, 63, 64.

ARTICLE 3.

• MEMORIALS.

No memorial shall be accepted by the Registrar, unless all the formalities required by articles 2136 and 2137 (as amended) of the Civil Code have been fulfilled and provided there is nothing in it different to the title from which it issues. Hence the Registrar shall always exact, at the same time, the presentation of the title or of the document forming the basis of the memorial.

If the official number does not appear on the documents thus presented, such official number cannot appear on the face of the memorial. In that case, the notice or declaration required by article 2168 of the Civil Code, which completes *each* memorial (Art 2131). must be given.

The former is *inscribed* and the second *transcribed* in two different and special registers (See art. 2131 and 2172 C. C.)

See also *Annual Record* 1885, page 71 and 1886, page 46.

ARTICLE 4.

PRIVATE WRITINGS.

Notwithstanding the formalities requiring that the title under private signature should be proven before its registration, in the same manner as the memorial, it does not follow that it must remain deposited of record in

archives du bureau d'enregistrement, excepté au cas où il deviendrait nécessaire de radier une hypothèque affectant le lot vendu au même titre, dont la quittance ou main-levée y serait apparente et autorisée.

Voir *Annuaire* de 1886, fol. 53.

ARTICLE 5.

DOCUMENTS ET ANNEXES.

Chaque fois qu'un document quelconque est complet par lui-même, c'est-à-dire qu'il est revêtu des formalités requises, qu'il porte sa date et la signature de l'officier public qui l'atteste, ce document doit être enregistré comme tel, sous un numéro distinct; et tout autre document y annexé et qui porte lui-même une date différente et la signature de l'officier public qui l'atteste, doit également être enregistré, mais sous un numéro subséquent et différent; dès lors il faut un certificat d'enregistrement et les timbres voulus sur chaque document ainsi présentés pour enregistrement.

Voir *Annuaire* de 1885, fol. 71.

ARTICLE 6.

FALSIFICATIONS OU CORRECTIONS DE DOCUMENTS ENREGISTRÉS.

Nul document enregistré conformément à la loi ne peut, en aucun temps, être corrigé ou amendé par le Régistrateur, pour aucune raison que ce puisse être.

Pour éviter les dommages, résultant d'un faux ainsi commis, le Régistrateur doit observer la règle et la discipline les plus sévères dans la tenue de son bureau et surtout dans la manière de transcrire les documents présentés pour enregistrement dans son registre; à cette fin il doit copier *textuellement* tel document (*in extenso*), y compris la mention des mots rayés nuls et des renvois en marge bons, avant la signature de l'officier public, et si telle mention n'est pas faite au bas de tel document, il doit en refuser l'enregistrement, jusqu'à ce que cette formalité essentielle soit remplie *à la lettre*, et ne pas souffrir un seul espace laissé en blanc ni aucuns interlignes.

Les mêmes précautions doivent être observées, tant

the archives of the registry office, except in the case where it would become necessary to radiate a mortgage affecting the lot sold under the same *title*, whose discharge or cancellation would be apparent and authorized.

See *Annual Record* of 1886, page 53.

ARTICLE 5.

DOCUMENTS AND ANNEXMENTS.

Whenever any document is complete by itself, that is, when the required formalities have been fulfilled, that it bears its date and the signature of the public officer who attests it, such document must be registered as such, under a distinct number; and every other document annexed thereto, and which bears a different date and the signature of the public officer attesting it, must likewise be registered, but under a subsequent and different number. Then there will be required a certificate of registration and the necessary stamps on each document thus presented for registration.

See *Annual Record* of 1885, page 71.

ARTICLE 6.

FALSIFICATIONS AND CORRECTIONS OF REGISTERED DOCUMENTS.

No document registered according to law shall, at any time, be corrected or amended by the Registrar, for any reason whatever.

To avoid the damages resulting from such falsification, the Registrar shall maintain the most rigid rule and discipline in his office and particularly in the mode of transcribing documents presented for registration in his register. For that purpose he shall *textually* copy such document (*in extenso*), including words that are null, and the marginal notes which are valid before the signature of the public official, and if such mention be not made at the foot of such document, he shall refuse to register it, until the essential forma-

pour l'enregistrement que pour les fins de main-levée et radiation.

Voir *Annuaire* de 1886, fol. 55.

ARTICLE 7.

RENOUVELLEMENTS.

Le Régistrateur, en recevant un avis de renouvellement, soit en vertu de l'article 2131 ou de l'article 2168 du Code Civil, doit d'abord constater si le titre originaire a été enregistré dans son bureau, ou s'il a été enregistré dans une autre circonscription et s'il est fait mention au dit avis du lieu où le document a été ainsi enregistré.—Si le renouvellement est spécialement requis en vertu des articles susdits et de l'article 2172 du Code Civil, afin de pouvoir constater le fait, lors de l'octroi d'un certificat de recherches ou état hypothécaire ;—si cet avis ne se rapporte qu'à un seul document, suivant le texte de l'article 2131, qui désigne clairement le document et son enregistrement primitif; enfin s'il est daté et signé conformément à la loi.

Voir *Annuaire* de 1886, fol. 64.

ARTICLE 8.

AVIS ET DÉCLARATIONS AU RÉGISTRATEUR.

Les avis et déclarations qui accompagnent les testaments, codicilles, jugements, tutelles, curatelles, etc., doivent être d'abord transcrits dans le registre requis par l'article 2131 du Code Civil et doivent être mentionnés sommairement à la marge du registre où tels documents sus énumérés sont transcrits, tout comme les avis de renouvellement (art. 2131), l'avis de complément (art. 2168) et les autres avis requis par le Code Civil, comme suit, savoir :

AVIS AU RÉG.	} immédiatement au-dessous de l'en-	
Reg. A, Vol. 4 No		trée de l'enregistrement, à la marge
Signature		du registre, conformément au ch.

37 des Statuts Refondus du B.-C. sec. 1, 2, 3 et 4.

Voir *Annuaire* de 1886, fol. 47 et 50.

lity is carried out *to the letter*, and allow no blanks and no interlineations to be left.

The same precautions must be observed, both for registration and for documents deposited for radiation. See *Annual Record* of 1886, page 55.

ARTICLE 7.
RENEWALS.

The Registrar, on receiving a notice of renewal, either in virtue of article 2181 or of article 2168 of the Civil Code, shall first ascertain if the original title has been registered in his office, or if it has been registered in another circumscription, and if mention of it has been made in the said notice, of the place where such document was thus registered.—If the renewal is particularly required in virtue of the aforesaid articles, and of article 2172 of the Civil Code, in order to be able to ascertain the fact, at the time of the issue of a certificate of search or hypothecary statement,—if that notice refers only to one document, according to the text of article 2181, which clearly points out the document and the original registration, and finally if it is dated and signed according to law.

See *Annual Record* of 1886, page 64.

ARTICLE 8.

NOTICES AND DECLARATIONS TO THE REGISTRAR.

The notices and declarations which accompany wills, codicils, judgments, tutorships, curatorships &c., shall be first transcribed in the register required by article 2181 of the Civil Code, and shall be summarily mentioned in the margin of the register, where such documents above enumerated are transcribed, in the same manner as the notices of renewal (art. 2181), the description (art. 2168), and the other notices required by the Civil Code, as follows:

NOTICE TO REG.	} directly under the entry of the	
Reg. A. Vol. 4 No.		} registration, in the margin of the
Signature		} register, according to ch. 37 of

the Consolidated Statutes of L. C. sec. 1, 2, 3 and 4.

See *Annual Record* of 1886, pages 47 and 50.

ARTICLE 9.

LE DÉPÔT DE LA QUITTANCE POUR RADIATION.

RÈGLE GÉNÉRALE ET INVARIABLE:—Nulle main-levée et radiation d'hypothèque, sans dépôt fait au préalable, de l'original ou d'une copie certifiée du certificat de libération ou du jugement qui en tient lieu. Au cas de la transcription d'un document quelconque, comportant une quittance et mainlevée requérant la radiation d'un privilège, d'une hypothèque ou d'un enregistrement quelconque, le régistrateur, avant de radier, a droit d'exiger, ou le dépôt de tel document ou d'une copie d'icelui, ou d'un extrait contenant tel ordre de radier, avant d'opérer la radiation exigée par la loi.

Tel document est alors enfilé sous le numéro de la série des certificats de libération ou "*certificates of discharges*," avec l'heure et la date de sa présentation, et demeure de record dans les archives du dit bureau, comme pièce justificative de telle radiation.

Voir *Annuaire* de 1886, fol. 42.

ARTICLE 10.

PURGE DES HYPOTHÈQUES.

Quand une vente du shérif, vente en banqueroute, vente par licitation forcée, vente municipale, jugement de ratification ou autre procédure de la nature du décret, est présentée pour enregistrement, le shérif, le protonotaire, le curateur ou syndic à la faillite ou autre officier, suivant le cas, doit en produire au régistrateur un double ou une seconde copie authentique, pour demeurer déposée de record dans les archives du bureau du régistrateur; lequel devra dès lors, procéder incontinent à la purge des hypothèques, charges et privilèges qui affectent l'immeuble vendu et qui ne sont pas spécialement réservés par le titre enregistré et déposé, ou qui ne sont pas protégés par les articles 709, 710 et 711 du Code de Procédure civile; mais dans tous les cas, et jusqu'à ce que ce document ou seconde copie authentique ait été déposé, le régistrateur ne doit pas radier l'enregistrement des privi-

ARTICLE 9.

THE DEPOSIT OF THE DISCHARGE FOR RADIATION

GENERAL AND INVARIABLE RULE:—No main-levée or radiation of a mortgage, without deposit made previously, of the original or of a certified copy of the certificate of discharge or of the judgment which takes its place. In the case of the transcription of any document, bearing an acquittance and main-levée requiring the radiation of a privilege, of a mortgage or of a registration, the registrar, before radiation, has the right of exacting either the deposit of such document, or of a copy of the same, or of an extract containing such an order to cancel, before doing the radiation required by law.

Such a document is then filed under the number of the series of "Certificates of discharge," with the hour and the date of its presentation and remains of record, in the archives of the said office, as a voucher of such cancellation.

See *Annual Record* of 1886, page 42.

ARTICLE 10.

CANCELLATION OF HYPOTHECS.

When a sheriff's sale, a bankrupt sale, a sale by forced licitation, a municipal sale, a judgment of ratification or any other procedure of the nature of a decree, is presented for registration, the sheriff, the prothonotary, the curator or assignee of the bankrupt or other officer, as the case may be, must place before the registrar a duplicate or copy of the same to remain deposited in the archives of the registrar's office. The latter will then, at once proceed to the cancellation of the mortgages, charges and privileges affecting the real estate sold, and which are not especially reserved by the title registered and deposited, or which are not protected by articles 709 710 and 711 of the Code of Civil Procedure. At all events, and until the document or an authentic copy thereof is deposited, the registrar shall not cancel the registration of privileges, charges and mortgages anterior to such sale or judgment of ratification, and for this, the regis-

lèges, charges et hypothèques antérieurs à telle vente ou jugement de ratification ; et pour ce, le registrateur a droit aux honoraires d'*enregistrements* fixés par les articles 1, 2 et 5 du tarif et aux honoraires sur *dépôts et mentions* fixés par les articles 8 et 9 du tarif. Enfin pour *recherches*, aux honoraires fixés par l'article 10 du même tarif.

Voir *Annuaire* de 1885, fol. 67 et 69 ; et celui de 1886, fol. 43, 60 et 61.

ARTICLE 11.

ARRÉRAGES D'INTÉRÊTS OU RENTES.

La forme légale à observer pour obtenir l'hypothèque assurant les arrérages d'intérêts ou rentes, doit se résumer en ce qui suit :

1. Le créancier fait sa demande ou réclamation dans la forme usitée pour les bordereaux, conformément aux articles 2136 à 2146 du C. C. B.-C. ;

2. Il doit se présenter lui-même au bureau d'enregistrement pour donner sa déposition assermentée devant le registrateur ou son député, à moins que telle déposition ne soit donnée devant un juge de la Cour du Banc de la Reine, *seulement*. En tel cas, le bordereau et l'affidavit sont présentés ensemble pour être transcrits, comme un seul document, au registre des bordereaux, et ensuite demeurer de record dans les archives du bureau d'enregistrement, aux termes de l'article 2145 C. C. B.-C.

Voir *Annuaire* de 1886, fol. 53.

ARTICLE 12.

RECHERCHES.

Lorsque la date de l'enregistrement d'un document n'est pas donnée ou lorsque la date de sa confection n'est pas fournie, le registrateur doit compter les années depuis la date de la demande, *en remontant* jusqu'aux dix années et même au delà jusqu'au titre, non seulement dans les demandes faites par le shérif, mais également pour les individus, afin de constater la légalité des affectations hypothécaires qui existent contre un immeuble.

Voir *Annuaire* de 1886, fol. 51.

trar is entitled to the registration fees secured by articles 1, 2 and 5 of the tariff, and to the fees on *deposits and mentions* set down by articles 8 and 9 of the tariff, and finally, for *searches*, to the fees fixed by article 10 of the same tariff.

See *Annual Record* of 1885, pages 67 and 69; and that of 1886, pages 48, 60 and 61.

ARTICLE 11.

ARREARS OF INTEREST OR RENTS.

The legal forms to be observed to obtain the mortgage assuring the arrears of interest or rents, must contain what follows :

10. The creditor makes his demand or claim in the same form as for memorials according to articles 2136 to 2146 of C. C. of L. C.

2. He has to present himself personally at the registry office to give his sworn deposition before the registrar or his deputy, unless such deposition be given before a justice of the Court of Queen's Bench *only*. In that case, the memorial and affidavits are presented together for registration, as a single document, to be transcribed in the register of memorials and then kept on record in the archives of the registry office according to article 2145 C. C. L. C.

See *Annual Record* of 1886, page 53.

ARTICLE 12.

SEARCHES.

When the date of registration of a document is not given, or when the date of its making is not furnished, the registrar must count back the years from the date of the demand, *going up* to the ten years and even beyond to the title, not only in the demands made by the sheriff, but equally for the individuals, in order to ascertain the legality of the hypothecary charges which exist against a property.

See *Annual Record* of 1886, page 51.

ARTICLE 13.

CERTIFICATS OU ÉTATS HYPOTHÉCAIRES.

Avis et déclarations.

Le régistrateur doit mentionner dans son " Certificat " l'acte primitif qui a été enregistré avant la promulgation du cadastre et ensuite, l'avis de renouvellement, pourvu qu'il ait rapporté telle entrée du titre primitif avec l'avis sus-mentionné où les avis requis par les articles 2168 et 2172 du Code Civil du B.-C., à la suite de telle entrée, dans son Index aux immeubles ; dès lors, il a droit aux honoraires fixés par l'art. 13 du tarif, pour chacune des dites entrées à l'index aux immeubles.

Voir *Annuaire* de 1885, fol. 73, et celui de 1886, fol. 46.

N. B.—*L'association laisse cependant chacun de ses membres libre d'interpréter l'article 13 du tarif dans un sens contraire, jusqu'à ce que la jurisprudence aie fixé la règle.*

ARTICLE 14.

ENTRÉE DES MUTATIONS.

Les mutations doivent être entrées au certificat, notwithstanding l'acquittement du prix ou de la considération, en conformité de l'article 699 du Code de Procédure civile, qui explique que le terme "*hypothèque*" employé quant au certificat du shérif, comprend tous les privilèges et autres charges et entrées affectant les immeubles. (Art. 23 du tarif.)

Voir *Annuaire* de 1886, fol. 59.

Voir également l'*Annuaire* de 1888 (3ème Partie), folio. 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117 et 118.

ARTICLE 15.

LA MAINLEVÉE.

Le régistrateur ne peut refuser la mainlevée et radiation requises par la quittance filée et déposée par le créancier originaire, notwithstanding l'indication de paiement mentionné au titre constitutif de la créance qu'il doit radier.

Voir *Annuaire* de 1886, fol. 51.

ARTICLE 13.

CERTIFICATES OF HYPOTHECS OR STATEMENTS.

Notices and declarations.

The registrar must mention in his "Certificate" the original act registered before the promulgation of the cadastre and next the notice of renewal, provided he has carried out such entry of the original title with the aforesaid notice or the notices required by articles 2168 and 2172 of the Civil Code of Lower Canada, after such entry in his Index to immoveables. Henceforth he is entitled to the fees established by art. 13 of the tariff for each of the said entries entered on the index of property.

See *Annual Record* of 1885, page 78 and that of 1886, page 46.

N. B.—*The association leaves every one of its members free, however, to interpret the art. 13 of the tariff in a contrary sense until jurisprudence has settled the rule.*

ARTICLE 14.

ENTRY OF CHANGES OF TITLE OF PROPERTY.

The changes should be entered on the certificate, notwithstanding the acquittal of the price or the consideration, in pursuance of article 699 of the Code of Civil Procedure, which explains that the word "*hypothec*" employed in respect of the sheriff's certificate comprises all the privileges and other charges and entries affecting immoveables (Art. 23 of tariff.)

See *Annual Record* of 1886, page 59.

See also *Annual Record*, 1888 (3rd part), folios 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118.

ARTICLE 15.

MAIN-LEVÉE.

The registrar can not refuse the discharge and radiation required by the acquittance filed and deposited by the original creditor, notwithstanding the indication of payment mentioned in the original title of the debt which he must cancel

See *Annual Record* of 1886, page 51.

ARTICLE 16.

SERVICES DIVERS.

Préparation de l'index aux immeubles pour les subdivisions.

Dès qu'un cadastre est promulgué par avis publié dans la *Gazette Officielle*, le registrateur doit préparer en même temps son index aux immeubles et celui des subdivisions pour chaque municipalité, paroisse, canton, village, ville et quartier, en observant les règles prescrites par la loi, et ce, à ses frais et dépens.

Voir *Annuaire* de 1886, fol. 58.

ARTICLE 17.

INDEX AUX IMMEUBLES DANS LES CANTONS.

Dans les divisions d'enregistrement, renfermant des cantons où les terrains sont officiellement divisés et numérotés par le département des terres de la couronne, et où les registrateurs tiennent un "index aux immeubles," les honoraires accordés par l'article V du tarif seront exigibles.

Voir *Annuaire* de 1885, fol. 59, et celui de 1887, fol. 84.

ARTICLE 18.

EXHIBITION DU REGISTRE.

Il n'y a que la personne qui a fait enregistrer un document quelconque qui a droit à l'exhibition du registre, "pour constater par elle-même si tel acte est enregistré"; cependant il est convenu de laisser toute la latitude possible aux membres des professions libérales et aux institutions financières, pourvu qu'elles n'en abusent pas.

Voir *Annuaire* de 1885, fol. 73.

ARTICLE 19.

TIMBRES POUR SERVICES DIVERS.

Le timbre de 10 centins requis par la loi sur toute recherche, doit être exigé pour *services divers*, en vertu des articles 26, 27, 28, 29, 30 et 31 du tarif.

Voir *Annuaire* de 1885, fol. 74.

ARTICLE 16.

DIVERS SERVICES.

Preparation of the index of immoveables for the subdivisions.

So soon as a cadastre is proclaimed by public notice in the *Official Gazette*, the registrar shall prepare at once and at the same time his index to immoveables and that of the subdivisions for each municipality, parish, township, village, town and ward, observing the rules prescribed by law, and this at his own cost and expense.

See *Annual Record* of 1886, page 58.

ARTICLE 17.

INDEX TO IMMOVEABLES IN THE TOWNSHIPS.

In the registration divisions, comprising townships where the ground is officially divided and numbered by the crown lands department, and where the registrars keeps an "Index to immoveables," the fees granted by article 5 of the tariff may be exacted.

See *Annual Record* of 1885, page 59 and that of 1887, page 84.

ARTICLE 18.

EXHIBITION OF THE REGISTER.

The party only who has had a document registered, has a right to the exhibition of the register, "to ascertain by himself whether such act has been registered"; still it is understood that all possible freedom be allowed to the members of the liberal professions and of financial institutions, provided they are not abusives.

See *Annual Record* of 1885, page 73.

ARTICLE 19.

STAMPS FOR VARIOUS SERVICES.

The 10 cts stamp required by law on every search should be exacted for *various services*, according to articles 26, 27, 28, 29, 30 and 31 of the tariff.

See *Annual Record* of 1885, page 74.

ARTICLE 20.

COPIES ET EXTRAITS.

L'extrait fait par un notaire, de sa minute, dont la copie a été transcrite au registre, *ne peut être certifié par le régistrateur*, sous aucun prétexte que ce puisse être ; mais il peut certifier sur un papier annexé à tel extrait, que le document (duquel tel extrait origine), en désignant le numéro de la minute ou de l'original, le titre de l'acte, sa date et le nom de l'officier public qui l'a reçu, qu'il a été transcrit dans son bureau à l'heure, la date, dans le registre, le volume, la page et sous le *numéro de son enregistrement*. Ce certificat étant annexé à l'extrait peut être signifié.

NOTA.—*Le régistrateur ne peut certifier que la copie ou l'extrait de son registre.* (Voir l'Article 29 ci-après.)

Voir *Annuaire* de 1885, fol. 74, et celui de 1886, fol. 47.

ARTICLE 21.

INTERPRÉTATION DU TARIF.

Art. 1.—Le *jugement* et le *mémoire de frais* portant une seule date et signature, ne forment qu'un seul document ; le contraire a lieu, s'ils portent, chacun, une signature différente ; mais un seul avis est requis pour les deux, vu que le jugement mentionne également les *frais et dépens*.

Art. 5 et 12.—L'honoraire sur les numéros officiels pourra être exigé par le régistrateur des cantons, pourvu que ses livres soient en conformité de l'article 17 ci-dessus.

Voir *Annuaire* de 1885, fol. 58.

Art. 8.—Lors de l'enregistrement et *dépôt* de la vente faite par l'autorité municipale, pour arrérages de taxes, le régistrateur a droit à l'honoraire sur dépôt et pour chaque radiation nécessitée par telle vente.

Voir *Annuaire* de 1885, fol. 59.

Art. 9.—Pour radier l'hypothèque résultant du jugement et du mémoire de frais, il faut, de toute nécessité, que le créancier ou son cessionnaire et l'avocat distrayant

ARTICLE 20.

COPIES AND EXTRACTS.

The extract made by a notary of his minute, a copy of which has been transcribed in the register, *can not be certified by the registrar*, under any pretext whatever, but he may certify on a paper attached to such extract, that the document (from which such extract is derived) pointing out the number of the minute or of the original, the title of the act, its date and the name of the public officer who received it, has been transcribed in his office at the hour, date, in the register, the volume, the page and under *the number of its registration*. This certificate, being attached to the extract, may be signified.

NOTE.—*The registrar can certify only the copy or the extract of his register. (See Article 29th following.)*

See *Annual Record* of 1885, page 74 and that of 1886, page 47.

ARTICLE 21.

INTERPRETATION OF THE TARIFF.

Art. 1.—*The judgment and memorandum of costs, bearing a single date and signature, constitute a single document. It is the contrary if each of them bears a different signature. But one notice only is required for both, inasmuch as the judgment likewise mentions the costs and outlay.*

Art. 5 and 12.—*The fees on the official numbers may be levied by the registrar in townships, provided his books are kept in conformity with the article 17 as above mentioned.*

See *Annual Record* of 1885, page 58.

Art. 8.—*At the date of the registration and deposit of the sale made by municipal authority for arrears of taxes, the registrar has a right to the fee on the deposit, and for each radiation made necessary by such sale.*

See *Annual Record* of 1885, page 59.

Art. 9.—*To radiate the mortgage resulting from the judgment and the memorandum of costs, it is absolutely necessary that the creditor or his transferee and the*

comparaissent et donnent simultanément quittance et mainlevée.

Art. 10.—Lorsque le registrateur est appelé à faire la purge des hypothèques, comme conséquence de l'enregistrement d'un acte de vente du shérif, il doit charger l'honoraire de 10 centins pour la recherche, vu que telle vente ne mentionne aucun numéro d'enregistrement ni aucune date des actes enregistrés comportant des charges, hypothèques ou entrées qu'il doit radier en vertu du dépôt de telle vente.

Voir *Annuaire* de 1886, fol. 43. Voir aussi *Annuaire* de 1888, fol. 112, 113, 114, 115, 130.

Il en sera de même pour les recherches contre le *nom*. il comptera 10 centins par année en remontant.

Voir *Annuaire* de 1886, fol. 51.

Art. 12.—Sur chaque recherche faite par le registrateur ou sur chaque certificat ou état hypothécaire octroyé, le timbre de 10 centins doit être exigé et apposé.

Voir *Annuaire* de 1885, fol. 60.

Art. 13.—Les mutations entrées à l'état hypothécaire sont payables, comme toute autre entrée, que la considération en soit payée ou acquittée ou non.

Voir *Annuaire* de 1885, fol. 60.

Art. 17.—Nonobstant l'énonciation que comporte le *titre* qui suit cet article, dans le Tarif, le registrateur a droit aux honoraires fixés par les articles 18 à 25, suivant le cas.

Voir *Annuaire* de 1885, fol. 61.

Art. 31.—Chaque fois qu'il y a recherche d'un document dont la date est donnée, le registrateur ne doit compter les années qu'en descendant à partir de telle date.

Voir *Annuaire* de 1885, fol. 61.

ARTICLE 22.

HONORAIRES POUR LA PURGE DES HYPOTHÈQUES.

Lors de la purge des hypothèques, le registrateur a droit aux honoraires fixés par les articles 1, 2, 5, 8, 9 et 10 du tarif, en observant les dispositions de l'article 10 ci-dessus.

Voir *Annuaire* de 1886, fol. 61.

lawyer distracting should appear and give discharge and a replevy.

Art. 10.—When the registrar is required, to cancel mortgages in consequence of the registration of an act of sale by the sheriff, he shall charge the fee of 10 cents, for the search, inasmuch as such sale does not mention any number of registration, nor any date of registered acts bearing charges, mortgages or entries which he must radiate in virtue of the deposit of such sale.

See *Annual Record* of 1886, page 48. See also *Annual Record* of 1888, fol. 112, 113, 114, 115, 180.

The same rule is applied for searches against the name; he shall reckon 10 cents a year and upward.

See *Annual Record* of 1886, page 51.

Art. 12.—For every search made by the registrar or every certificate or hypothecary statement given out, a 10 cents stamp will be exacted and affixed.

See *Annual Record* of 1885, page 60.

Art. 13.—The mutations entered in the hypothecary statement are payable as every other entry, whether the consideration thereof has been paid or acquitted or not.

See *Annual Record* of 1885, page 60.

Art. 17.—Notwithstanding the expressive terms borne in the title following this article, in the Tarif, the registrar has a right to the fees determined by articles 18 to 25, according to the case.

See *Annual Record* of 1885, page 61.

Art. 31.—In every search of a document when the date is given, the registrar shall reckon the years only downward from that date.

See *Annual Record* of 1885, page 61.

ARTICLE 22.

FEE FOR THE DISCHARGE OF MORTGAGES.

In the cancellation of mortgages, the registrar is entitled to the fees sanctioned by articles 1, 2, 3, 4, 5, 8, 9 and 10 of the tariff, by observing the conditions of the aforesaid 10 articles.

See *Annual Record* of 1886, page 61.

ARTICLE 23.

AVIS ET DÉCLARATIONS D'HÉRÉDITÉ.

1o Avis de décès.

La mention de la date du décès du testateur dans l'*Avis* ou *Déclaration* d'hérédité, filé entre les mains du Régistrateur pour transcription, est de nécessité absolue afin d'opérer la transmission des biens mentionnés en l'article 2098 du Code Civil du Bas-Canada.

Voir *Annuaire* de 1887, folio 98.

2o Avis de transmission d'immeubles.

Au cas de l'article 2098 susdit, le Régistrateur doit exiger un *Avis* ou *Déclaration* SÉPARÉMENT pour CHAQUE SUCCESSION testamentaire ou *ab intestat*, opérant la transmission d'immeubles, sans égard au nombre de lots ou aux subdivisions d'un même lot entre les légataires ou les co-héritiers d'une même succession.

Voir *Annuaire* de 1887, fol. 98 et 99.

ARTICLE 24.

ACTES SOUS SEING PRIVÉ.

L'acte sous seing privé fait en Bas-Canada, hors la présence de témoins, ne peut être produit ni reçu pour enregistrement sans qu'il soit d'abord prouvé aux termes de l'article 2134, du Code Civil du B.-C., ou déposé au nombre des minutes d'un Notaire Public qui en expédie copie à cette fin.

Voir *Annuaire* de 1887, fol. 99.

ARTICLE 25.

CERTIFICAT OU ETAT-HYPOTHÉCAIRE FOURNI AU SHÉRIF.

1o Honoraires du Régistrateur pour opérer la purge des hypothèques. Quand requis et exigés ?

L'article 699 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada n'oblige pas le Régistrateur de fournir au Shérif l'état des frais de mentions de radiations ou de purge des hypothèques :—Cet état ne doit être fourni

ARTICLE 23.

NOTICES AND DECLARATIONS OF HEIRSHIP.

1o Notices of death.

The mention of the date of the testator's death in the *Notice* or *Declaration* of heirship, filed in the hands of the registrar for transcription, is necessarily absolute in order to operate the transmission of the property mentioned in article 2098 of the Civil Code of Lower-Canada.

See *Annual Record* of 1887, page 38.

2o. Notice of transmission of real estate.

In the case of the aforesaid article 2098, the registrar shall require a *Notice* or *Declaration* SEPARATELY for EACH testamentary or intestate ESTATE, operating the transmission of real estate notwithstanding the number of lots, or the subdivisions of a same lot among the legatees, or the coheirs of a same estate.

See *Annual Record* of 1887, pages 98 and 99.

ARTICLE 24.

ACTS UNDER PRIVATE WRITING AND SIGNATURE.

The act made under private signature, in Lower-Canada, without witnesses, cannot be produced nor accepted for registration, unless first proven according to the terms of article 2134 of the Civil Code of Lower Canada, or deposited among the minutes of a notary public who grants a copy to that end.

See *Annual Record* of 1887, page 99.

ARTICLE 25.

CERTIFICATE OR HYPOTHECARY STATEMENT MADE FOR THE SHERIFF.

1o Registrar's fees for the discharge of mortgages. When required and exacted?

Article 699 of the Code of Civil Procedure of Lower-Canada does not oblige the registrar to furnish the sheriff with the statement of the fees of the mention

au Shérif qu'à l'époque de la production du titre ou de la vente du Shérif pour *enregistrement* et *dépôt* pour radiation.

Voir Dissertation, *Annuaire* de 1887, fol. 100 et suivants.

Voir l'opinion légale de l'Hon. Frs. Langelier, C.R., au fol. 112 de l'*Annuaire* de 1888.

Voir également au Jugement du Juge Loranger, rendu à St-Jean, au fol. 127 de l'*Annuaire* de 1888.

20 *Payement des honoraires. Quand et par qui sont-ils payés ?*

Le Régistrateur doit refuser l'enregistrement et le dépôt du titre du Shérif, si ce dernier ne lui paye RÉELLEMENT et D'AVANCE tous les frais d'enregistrement, savoir : ceux de transcription et ceux de radiation, c'est-à-dire de la purge de tous les privilèges, hypothèques et droits réels, *sauf ceux réservés par l'article 710 du Code de Procédure Civile du B.-C.*, affectant le fond vendu, antérieurement à la date de l'adjudication qui en a été faite par le Shérif.

Voir l'*Annuaire* de 1887, fol. 103 et 104.

Voir également aux opinions de l'Hon. F. Langelier, C.R., au fol. 110 de l'*Annuaire* de 1888.

Voir au Jugement de St-Jean, *Annuaire* de 1888, folio 127.

30 *Honoraires du Régistrateur pour enregistrement, dépôt et mentions de radiation. Quand peuvent-ils être taxés et par qui ?*

Ni le Protonotaire, ni le Shérif, ni même le Juge (*en Chambre*) ne peuvent taxer les honoraires du Régistrateur, même lors du décret : — LA COUR seule, ou le tribunal auquel est dévolue la contention en pareille matière, a le droit de taxer le montant des honoraires du Régistrateur et de corriger son état hypothécaire.

Ce droit n'est exercé que sur la requête des parties intéressées.

Voir l'*Annuaire* de 1887 aux fol. 104 et 105.

Voir l'opinion de l'Hon. Frs. Langelier, C.R., au fol. 110 de l'*Annuaire* de 1888.

Voir également au Jugement rendu à St-Jean et rapporté au folio 127 de l'*Annuaire* de 1888.

of radiations or of the cancellation of mortgages. This statement is not to be furnished to the sheriff till the date of the production of the deed or of the sheriff's sale for *registration* and *deposit* for radiation.

See Dissertation *Annual Record* of 1887, page 100 *et seqq.*

See the legal opinion of Hon. Frs Langelier, Q. C., in the *Annual Record* of 1888, page 112.

See likewise the judgment of Mr Justice Loranger, rendered at St-Johns, in the *Annual Record* of 1888, page 127.

2o *Payment of fees. When and by whom are they paid ?*

The registrar shall refuse the registration and the deposit of the deed of the sheriff, unless the latter pays him REALLY and in ADVANCE all the registration fees, to wit: those of transcription and radiation, that is, of the cancellation of all privileges, mortgages and real rights, *except those reserved by article 70 of the Civil Code of Lower-Canada*, affecting the property sold, previously to the date of the adjudication made thereof by the sheriff.

See *Annual Record* of 1887, pages 103 and 104.

See likewise the legal advise of Hon. Frs. Langelier Q. C. in the *Annual Record* of 1888, page 110.

See the judgment at St. Johns, *Annual Record* of 1888, page 127.

3o *Registrar's fees for the registration, deposit and mention of cancellation. When can they be taxed and by whom ?*

Neither the Prothonotary, nor the Sheriff, nor even the Judge in Chambers CAN tax the registrar's fees, not even with the decree. THE COURT *alone*, or the tribunal on which is devolved the contentions in such a case, has the right to tax the amount of registrar's fees and to correct his hypothecary statement.

This right is exercised only at the request of interested parties.

See *Annual Record* of 1887, pages 104 and 105.

See opinion of Hon. Fr. Langelier Q. C. *Annual Record* of 1888, page 110.

See judgment rendered at St. Johns and reported in the *Record* of 1888, page 127.

ARTICLE 26.

**MENTION DE RADIATION A LA MARGE DU RÉGISTRE ET
CORRECTION D'UN ÉTAT HYPOTHÉCAIRE.**

Qui peut l'ordonner sur refus du Régistrateur ?

Il n'y a absolument que le tribunal civil qui puisse et ait le droit d'ordonner au Régistrateur, par jugement à cette fin, de faire disparaître une entrée faite dans les livres de son Bureau (au moyen de la mention en marge ou de la radiation,) ou dans un certificat de recherches ou état hypothécaire octroyé par le Régistrateur, si ce dernier s'y refuse.

Voir l'*Annuaire* de 1887, fol. 105.

ARTICLE 27.

FORMULE DU CERTIFICAT AU SHÉRIF.

Si le cadastre n'est pas en force depuis au-delà de dix années, le Régistrateur doit se conformer au texte de la demande du certificat, telle que formulée par le Shérif; c'est-à-dire qu'il ne doit faire sa recherche des privilèges, hypothèques et autres charges affectant un lot, *que contre le numéro officiel* mentionné dans telle demande du Shérif. Si, au contraire, la demande du Shérif est faite contre le nom du défendeur, le Régistrateur doit d'abord faire ses recherches "*contre le nom des parties qui, dans les dix années qui ont précédé la vente, ont été les propriétaires de l'immeuble,*" aux termes des articles 700, 701, 702 et 703 du Code de Procédure Civile du B.-C. et ensuite, contre le numéro officiel, si la demande de certificat du Shérif l'exige en outre.

Voir l'*Annuaire* de 1887, fol. 105.

ARTICLE 28.

PURGE DES HYPOTHÈQUES, Etc.

Aussitôt que le titre du shérif, la licitation forcée, le jugement de ratification, la vente en banqueroute, la vente municipale pour arrérages de taxes, ou toute autre vente ayant l'effet du décret aura été entré et enregistré conformément aux dispositions des articles 2135 2155 et 2157 du Code Civil du B.-C., et qu'un

ARTICLE 26.

MENTION OF RADIATION IN THE MARGIN OF THE REGISTER
AND CORRECTION OF AN HYPOTHECARY STATEMENT.

Who can order it on the registrar's refusal ?

There is positively only the Civil tribunal that may and has the right to order the registrar, by judgment to this end, to erase an entry made in the books of his office, (by means of marginal mention or of radiation,) or in a certificate of search or hypothecary statement issued by the registrar, if the latter should refuse.

See *Record* of 1887, page 105.

ARTICLE 27.

FORM OF THE CERTIFICATE MADE FOR THE SHERIFF.

If the cadastre has not been in force for upward of ten years, the registrar must conform himself to the text of the requisition for the certificate, such as formulated by the sheriff; that is, he shall not make his search of privileges, mortgages and other charges affecting a lot, *except against the official number laid down in such demand of the sheriff*. If on the other hand, the demand of the sheriff is made against the name of the defendants, the registrar must then make his research *against the names of the parties who, in the ten years preceding the sale, were the owners of the real estate*, according to the terms of articles 700, 701, 702 and 703 of the Code of Civil Procedure of L. C. and next, against the official number, if the demand of the sheriff's certificate requires it besides.

See *Record* of 1887, page 105.

ARTICLE 28.

CANCELLATION OF HYPOTHECS.

So soon as the sheriff's sale, the forced licitation the confirmation of title, the sale in bankruptcy, the municipal sale for arrears of taxes, or any other sale having the effect of the decree shall have been entered and registered according to the articles 2135, 2155 and 2157 of the Civil Code of L. C. and so soon

double ou une seconde copie en aura été dûment filé et déposé de record dans les archives de son bureau, comme certificat de libération, il sera du devoir du régistrateur, en obéissance à ce dernier article suscité, de faire, en marge de son registre, et *sans délai*, mention de la radiation de chaque entrée établissant un privilège, droit réel et hypothèque existant avant tel décret et maintenant éteint et purgé par tel document ainsi enregistré et déposé.

Voir *Annuaire* de 1887, fol. 106.

ARTICLE 29.

EXTRAITS.

Quels sont les extraits que le Régistrateur peut et doit certifier ?

1. L'extrait qu'un notaire fait de sa minute et qu'il doit certifier, ne peut être certifié également par le régistrateur : ce dernier ne peut certifier que l'extrait qu'il fait lui-même de l'entrée qu'il trouve consignée dans le registre, où tel document a été transcrit ou inscrit.

2. Si le notaire qui a préparé lui-même un extrait de sa minute qu'il a certifié lui-même, veut avoir un certificat d'enregistrement, afin d'en faire la signification, le régistrateur peut et doit faire sur un papier blanc, un certificat attestant que le document—(auquel tel extrait réfère) en le désignant par son titre, sa date, le numéro de la minute et le nom du notaire ou de l'officier public qui l'a reçu—*a été bien et dûment enregistré (par transcription ou par inscription, suivant le cas,) dans son bureau à..... heures de l'..... midi le..... jour du mois de..... l'an mil huit cent..... dans le Registre..... vol..... fol..... et sous le numéro.....* et il signe ce certificat que le notaire peut alors annexer à son extrait.

N. B.—L'opération peut se renouveler autant de fois qu'il y aura d'extraits. (Voir l'Article 20 ci-dessus.)

Voir *Annuaire* 1887, fol. 107 et 108.

ARTICLE 30.

LE BORDEREAU.

Dans un bordereau ou sommaire il n'est pas nécessaire que le montant de la considération ou du prix de

as a duplicate or a second copy thereof shall have been duly filed and deposited on record in the archives of his office, as a certificate of discharge, it shall be the registrar's duty, agreeably to this last article, to make on the margin of his register and *without delay*, mention of the radiation of each entry establishing a privilege, a real and hypothecary right existing before such decree, and now extinguished and cancelled by such document thus registered and deposited.

See *Record* of 1887, page 106.

ARTICLE 29.

EXTRACTS.

Which are the extracts which the registrar may and should certify.

1o The extract which a notary makes of his minute and which he must certify, cannot be likewise certified by the registrar ; the latter may certify only the extract, which he, himself, makes of the entry that he finds consigned in the register, where such document has been transcribed or inscribed.

2o If the notary, who has himself prepared an extract of his minute, which he has himself certified, wishes to have the registrar's certificate, in order to make signification thereof, the registrar shall and will make out, on a sheet of white paper, a certificate attesting that the document—to which the extract refers, pointing it out by its title, date, number of the minute and name of the notary or the public officer receiving it—*has been well and duly registered* (by transcription or inscription, as the case may be) *in his office at..... o'clock in the.....noon theday of the month of..... in the year one thousand eight hundred.....in the register.....vol.....fol..... and under the number and he signs this certificate which the notary may attach to his extract.*

N. B. The proceeding may be renewed as many times as there are extracts. (See Art. 20 above mentioned.)

See *Record* of 1887, pages 107 and 108.

la vente, ou de la balance actuellement due soit mentionnée, s'il ne s'agit que d'établir le droit de propriété ; le contraire a lieu s'il s'agit de protéger les droits du vendeur.

Voir *Annuaire* de 1887, fol. 108.

ARTICLE 31.

MAINLEVÉE ET RADIATION.

1o *La mention en marge.*

Le régistrateur ne doit procéder à la radiation ordonnée par un jugement du tribunal civil, prononçant soit l'invalidation d'un titre, soit la nullité d'une convention, soit la cassation d'un privilège ou d'une hypothèque, soit la résiliation d'une donation, d'un bail ou autre titre de nature conventionnelle—qu'après avoir obtenu ou qu'il lui ait été dûment *filé* et *déposé* de record, avec la copie authentique de tel jugement, un certificat du protonotaire, attestant *que les délais pour en appeler de tel jugement sont expirés.*

Voir *Annuaire* de 1887, fol. 109.

2o *La quittance donnée par le curateur.*

Le curateur, nommé à un interdit pour ivrognerie, peut donner quittance du capital d'une créance appartenant à tel interdit.

Voir *Annuaire* de 1888, folio 111

3o *La quittance du grevé de substitution.*

Le Régistrateur peut et doit effectuer la mention de la radiation d'un enregistrement d'hypothèque appartenant à une substitution, sur production d'une quittance par le grevé, de la créance garantie par telle hypothèque.

Voir *Annuaire* de 1887, folio 110.

Voir l'opinion légale de l'Hon. F. Langelier, C.R., au fol. 111 de l'*Annuaire* de 1888.

4o *La radiation sur production d'un extrait de sépulture.*

La radiation de l'hypothèque d'une rente viagère est faite en marge de l'enregistrement du titre qui l'a pro-

ARTICLE 30.

MEMORIALS.

In a memorial, it is not necessary that the amount of consideration or of the price of sale, or of the balance actually due be mentioned, if the intention is in order of establishing the right of property. The contrary happens if there be a question of protecting the rights of the vendor.

See *Record* of 1887, page 108.

ARTICLE 31.

CANCELLATION OF MORTGAGES.

1o *The mention in the margin.*

The registrar shall not proceed to the radiation ordered by a judgment of the Civil tribunal, pronouncing either the invalidation of a title, or the nullity of a convention, or the cancellation of a privilege or of a mortgage, or the annulling of a donation, of a lease, or other title of conventional character, until he has obtained, or that he has had *fyled* and *deposited* on record, with the authentic copy of such judgment, a prothonotary's certificate attesting that *the delays for an appeal from such judgment have expired*.

See *Record* of 1887, page 109.

2o *Discharge by the curator.*

The curator, appointed to a party interdicted for drunkenness may give a discharge of the capital and interest belonging to such interdicted person.

See *Record* of 1888, page 111.

3o *Discharge of the institute.*

The registrar may and will effect the marginal radiation of the registration of a mortgage belonging to a substitution, when the discharge by the institute of the debt guaranted by such mortgage is *fyled* and deposited.

See *Record* of 1887, page 110.

See legal opinion of Hon. Fr. Langelier Q. C. *Record* of 1888, page 111.

duit, sur *production* et *dépôt* d'un **EXTRAIT DE SÉPULTURE** de la personne sur la tête de laquelle telle rente était constituée, et accompagné d'une **DÉPOSITION SOUS SERMENT**, attestant de l'identité de la personne décédée.

Cet extrait de sépulture ne peut être émané que par la personne autorisée à tenir les registres de l'état civil seulement.

Voir *Annuaire* de 1887, fol. 110 et 111.

50 *La quittance donnée par les héritiers.*

Les héritiers d'une créance immobilière et hypothécaire doivent préalablement faire enregistrer la *déclaration d'hérédité* et de *transmission* requise par l'article 2098 du Code Civil du B.-C., avant d'obtenir la mainlevée et la mention de radiation d'icelle; le Régistrateur doit donc exiger l'enregistrement de telle déclaration d'hérédité tout comme celle de transmission d'immeubles.

Voir *Annuaire* de 1887, fol. 111.

ARTICLE 32.

LES RECHERCHES.

10 *Dans les plan et livre de renvoi officiels.*

Le Régistrateur a droit aux honoraires et émoluments pour la recherche faite dans les plan et livre de renvoi officiels déposés dans son Bureau, en conformité de l'article 2166 du Code Civil du Bas-Canada, depuis la date du nouveau *Tarif des honoraires des Régistrateurs*, qui accorde un honoraire de 25c. chaque fois que le Régistrateur FAIT LUI-MÊME les recherches dans les documents déposés dans son Bureau.

Voir *Annuaire* de 1887, fol. 111, *amendé*.

Voir *Annuaire* de 1888, au fol. 88.

20. *Recherches et honoraires du Régistrateur pour parvenir à la confection du certificat ou état hypothécaire exigé par le shérif ou toute autre personne.*

I. CONTRE LE NUMÉRO OFFICIEL.

Si la demande de certificat signée par le shérif n'est que contre le numéro officiel ou une subdivision d'ice-

40 *Radiation on production of certificate of burial.*

The radiation of the mortgage of an annuity is made in the margin of the registration of the deed which produced it, on *production* and *deposit* of a BURIAL CERTIFICATE of the person on whom this annuity was made, and accompanied by a DEPOSITION UNDER OATH establishing the identity of the deceased person.

(This burial certificate will not be issued by any other person than the party empowered to keep the register of the civil status.)

See *Record* of 1887, pages 110 and 111.

50 *Discharge given by the heirs.*

The heirs of an immovable and hypothecary debt shall previously effect the registration of the *declaration of heirship* and of the *transmission* required by article 2098 of the Civil Code of L. C. before obtaining replevy and the indication of the radiation of the same. The registrar must, therefore, exact the registration of such declaration of heirship, in the same manner as that of the transmission of the real estate.

See *Record* of 1887, page 111.

ARTICLE 30.

SEARCHES.

10 *In the official plan and book of reference.*

The registrar has a right to the fees and emoluments for the inquiry made in the official plan and book of reference, deposited in his office, conformably to article 2166 of the Civil Code of L. C. since the date of the new *Tariff of registrar's fees*, which allows a fee of 25 cents for each time that the registrar PERSONALLY makes inquiry into the documents *deposited* in his office.

See *Record* of 1887, page 111 amended.

See *Record* of 1888, page 88.

20 *Registrar's searches and fees for the draughting of the certificate or hypothecary statement required by the sheriff or any other person.*

I. AGAINST THE OFFICIAL NUMBER.

If the demand for a certificate signed by the sheriff

lui, le régistrateur limite ses recherches au numéro officiel d'abord, et ensuite contre la subdivision d'icelui, mentionnée dans la requisition, à compter de la date du dépôt fait des plan et livre de renvoi de telle subdivision dans les archives du Bureau d'enregistrement.

Voir *Annuaire* de 1887, fol. 112.

II. CONTRE LA SUBDIVISION DU NUMÉRO OFFICIEL.

Si au contraire le shérif, dans sa requisition, a limité sa demande de recherches et certificat contre la subdivision d'un numéro officiel primitif, en la désignant par son numéro de subdivision, seulement, le régistrateur n'est pas tenu d'outre-passer telle demande et il doit se borner aux entrées qu'il trouve contre tel numéro de la dite subdivision dans son Index aux Subdivisions, sans s'occuper des entrées portées contre le numéro officiel originaire.

N. B.—*D'après le principe que ce qui affecte le tout affecte également la partie, il est plus prudent d'adopter le principe énoncé à l'article I ci-dessus, hormis d'une défense formelle dans la requisition.*

Voir *Annuaire* de 1887, fol. 112.

III. CONTRE LES PERSONNES ET LE NUMÉRO OFFICIEL.

Si la demande du shérif est faite avant l'expiration des délais pour opérer les renouvellements, le régistrateur doit d'abord constater si le titre du propriétaire dans les dix années qui ont précédé la vente par le shérif a été enregistré et si le renouvellement en a été alors fait au désir des articles 2131 et 2172 du Code Civil, sinon il doit faire les recherches exigées par l'article 699 et suivants du Code de Procédure Civile du B.-C., jusqu'à ce qu'il ait trouvé ce titre et de là il descendra jusqu'au numéro officiel du cadastre qu'il suivra jusqu'à la vente du shérif.

Voir *Annuaire* de 1887, fol. 112.

30 *Recherches et entrées des Transports dans le Certificat du Régistrateur.*

Le transport, devant être enregistré au terme de l'article 2127 du Code Civil du Bas-Canada, doit subir

is only against the official number or a subdivision thereof, the registrar confines his inquiry to the official number, *in the first place*, and then to the subdivision of the same, as stated in the requisition, counting from the date of the deposit of the plan and book of reference of such subdivision in the archives of the registry office.

See *Record* of 1887, page 112.

II. AGAINST THE SUBDIVISION OF THE OFFICIAL NUMBER.

On the other hand, if the sheriff, in his requisition, has confined his demand of inquiries and of a certificate against the subdivision of a primitive official number, designating it by its number of subdivision only, the registrar is not bound to go beyond this demand and shall confine himself to the entries which he finds against such number of the said subdivision in his Index of Subdivisions, without minding the entries bearing against the original official number.

N. B. On the principle that what affects the whole affects a part, it is best to adopt the rule laid down in the above article I, unless expressly forbidden by the requisition.

See *Record* of 1887, page 112.

III. AGAINST THE PERSONS AND THE OFFICIAL NUMBER.

If the sheriff's requisition is made before the expiration of the delays required for the renewals, the registrar must first ascertain whether the owner's deed, in the ten years prior to the sheriff's sale, was registered, and if the renewal thereof was made at the time, according to articles 2181 and 2172 of the Civil Code, otherwise he will have to make the inquiries exacted by articles 699 and following of the Code of Civil Procedure of L. C. until he finds the deed, and from that point, he will run down as far as the official number of the book of reference and follow the same to the sheriff's sale.

See *Record* of 1887, page 112.

30 *Searches and entries of Transfers in the registrar's certificate.*

The transfer having to be registered according to article 2127 of the Civil Code of Lower-Canada, must

toutes les phases de l'enregistrement tel que requis par les articles 2131, 2132, 2134, 2135 si c'est par transcription, et les articles 2136 à 2147 si c'est enregistré par inscription. Et s'il porte à sa face le numéro officiel qui est affecté à la garantie du montant principal et intérêts de la créance transportée, il est du devoir du Régistrateur de le porter à l'Index aux immeubles contre le numéro officiel ainsi affecté en obéissance aux articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172 et 2173.

Dès lors chaque fois que le transport ou la subrogation comporte la mention du numéro officiel qui est affecté au paiement de la créance qu'il représente, le régistrateur doit le porter également dans le certificat qu'il émane contre le numéro officiel ainsi affecté, comme toutes les autres entrées qui affectent ce lot, et pour telle entrée il a droit à l'honoraire ordinaire fixé par l'article 18 du tarif.

Si au contraire la subrogation résulte d'un transport dans lequel le numéro officiel n'est pas mentionné, il doit en faire mention à la marge du registre, et le porter à l'Index aux noms seulement, comme tous les autres documents ne relatant pas un numéro officiel.

En tel cas le régistrateur fait à la marge de son certificat, la même mention qu'il trouve au registre, et n'a droit en tel cas qu'à l'honoraire de 15 centins comme pour toutes les autres *entrées en marge*, quoique le tarif n'en fasse pas l'application directe.

Voir *Annuaire* de 1887, folios 112 et 113.

ARTICLE 33.

RENOUVELLEMENTS.

Le régistrateur qui reçoit un avis de renouvellement d'une inscription ou d'une transcription prise antérieurement à la mise en force du cadastre, doit d'abord constater tel enregistrement et vérifier les allégués contenus dans tel avis, avec l'enregistrement originaire qu'il entend renouveler et qui en est la base et s'assurer si les conditions exigées par les articles 2131, 2168 et 2172 du Code Civil du B.-C., tels qu'amendés, sont remplies.

20. Le régistrateur doit en outre s'assurer si tel renouvellement ne se rapporte qu'à des droits réels, des hy-

go through all the stages of registration required by articles 2131, 2132, 2134, 2135, if by transcription, and articles 2136 to 2147, if registered by inscription. And if it bears on its face the official number which is margaged up to the in capital amount and interests of the transferred debt, it is the registrar's duty to enter it on the Index of real estate against the official number thus affected, in conformity with articles, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172 and 2173.

Thence every time that the transfer or the subrogation involves mention of the official number affected to the payment of the debt which it represents, the registrar must likewise enter it in the certificate which he issues against the official number thus affected, as all other entries affecting that lot, and for such entry he is entitled to the usual fee set down in article 13 of the tariff.

If, on the other hand, the subrogation is the result of a transfer, in which there is no mention made of the official number, the registrar must state that fact on the margin of his register, and enter it on the Index to the names only, as it is the case with all other documents not giving an official number.

In such event, the registrar makes on the margin of his certificate, the same mention as he finds on the register, and thus is entitled to the fee of 15 cents only, as for all the other *entries on the margin*, although the tariff does not make a direct application thereof.

See *Record* of 1887, pages 112 and 113.

ARTICLE 33.

RENEWALS.

The registrar receiving notice of the renewal of an inscription or of a transcription taken previous to the putting in force of the cadaster, shall first establish such registration and verify the date contained in such notice with the original registration which it is intended to renew, and on which it is based-upon, and satisfy himself that the conditions required by articles 2131, 2168 and 2172 of the Civil Code of L. C., as amended, are carried out.

pothèques ou des privilèges qui existent encore et qui n'ont pas été radiés ou éteints en tout ou en partie.

N. B.—*Cette précaution doit être prise afin d'en faire mention dans tous certificats émanés par la suite.*

Voir *Annuaire* de 1887, fol. 114.

ARTICLE 34.

LISTE DES MUTATIONS POUR LES SEIGNEURS.

Le seigneur a droit d'exiger du régistrateur une liste des mutations qui sont enregistrées dans son bureau, aux conditions et moyennant les honoraires fixés par l'Acte 37 Vict., chap. 9 (1874).

ARTICLE 35.

TITRE DE PROPRIÉTÉ.

Le Régistrateur ne peut et ne doit pas déclarer, dans son certificat, quel est le propriétaire véritable d'un lot, en face d'une fraude apparente, sans l'intervention d'un jugement prononçant sur le litige, qui aura été bien et dûment enregistré. Dans tous les cas, le Régistrateur ne peut et ne doit certifier que *ce qui apparaît à son Registre* seulement.

ARTICLE 36.

LA RADIATION.

Le Régistrateur ne doit jamais faire une indication de radiation d'un privilège, d'une hypothèque ou d'une entrée quelconque, dans la marge du registre ou tel privilège, hypothèque ou document quelconque, a été transcrit ou inscrit, tant qu'il n'aura pas acquis la certitude morale et apparente que la quittance ou le certificat de libération qui y donne lieu, a été légalement fait et consenti.

ARTICLE 37.

CONDITIONS NÉCESSAIRES ET ABSOLUES POUR OBTENIR MAIN-LEVÉE ET RADIATION PARTIELLE OU TOTALE.

Pour opérer la main-levée et radiation partielle ou totale d'un privilège, hypothèque ou entrée quelconque

20 The registrar must also make sure whether such renewal has reference to genuine rights, mortgages or privileges still extant and which have not been cancelled or extinguished in whole or in part.

N. B. *This caution should be taken in order that mention may be made of it in all the certificates issued later.*

See *Record* of 1887, fol. 114.

ARTICLE 34.

LIST OF MUTATIONS FOR THE SEIGNIORS.

The seignior has the right of exacting from the registrar a list of the mutations registered in his office, subject to the conditions and the fees established by the Act 37 Vict. ch. 9 (1874).

ARTICLE 35.

TITLE OF PROPERTY.

The registrar cannot and must not declare in his certificate, who is the real owner of a lot, in the face of an apparent fraud, without the intervention of a judgment on the litigation, which shall have been duly registered. At all events, the registrar cannot and must not certify otherwise and *what shows on his register.*

ARTICLE 36.

RADIATION.

The registrar shall never make an entry of radiation of a privilege, a mortgage or any entry whatever, in the margin of the register where such privilege, mortgage or other document whatever has been transcribed or inscribed, as long as he has not acquired the moral and apparent certainty that the discharge has been legally made out and agreed to.

ARTICLE 37.

NECESSARY AND ABSOLUTE CONDITIONS TO OBTAIN A MAIN-LEVÉE OR A PARTIAL OR TOTAL RADIATION.

To obtain a main-levée or a partial or total radiation of a privilege, mortgage or entry whatever affecting an immoveable, there must be fyled and deposited

affectant un immeuble, il faut qu'il soit filé et déposé de record, entre les mains du Régistrateur, avec les honoraires et timbres, voulus par le tarif, préalablement payés, l'un ou l'autre des documents suivants, savoir :—

I.

La QUITTANCE AUTHENTIQUE, partielle ou finale, faite devant notaire.

II.

Le JUGEMENT d'une Cour Civile.

III.

La QUITTANCE ou CERTIFICAT DE LIBÉRATION sous seing privé attesté par deux témoins, accompagné d'une déposition par écrit d'un des deux témoins, assermentée devant un des fonctionnaires suivants, établissant *que les deniers ont été payés en tout ou en partie*, et que ce témoin a vu signer la quittance, le certificat de libération ou le consentement à la radiation, par la partie qui l'a donnée, savoir :—

10. EN BAS-CANADA (Province de Québec) : La déposition est attestée par un Juge de la Cour du Banc de la Reine ou de la Cour Supérieure ou un Commissaire C. S. B.-C. ou devant un Juge de Paix, un Notaire, le Régistrateur ou son député.

20. EN HAUT-CANADA (Province d'Ontario) : La déposition est attestée par un Juge de la Cour du Banc de la Reine ou de la Cour des Plaidoyers Communs, ou devant un Commissaire de la C. S. du H.-C.

30. EN PAYS ÉTRANGERS : La déposition peut être attestée par tout ministre, chargé-d'affaires ou consul de Sa Majesté dans cet état.

IV.

SI L'HYPOTHÈQUE EST EN FAVEUR DE LA COURONNE :

10. Par une copie d'un ORDRE du Gouverneur-en-Conseil, certifiée par le Greffier du Conseil Exécutif.

20. Par un CERTIFICAT du Procureur-Général ou du Solliciteur-Général de Sa Majesté pour le Bas-Canada,

on record, in the hands of the registrar, with fees and stamps, laid down by law, prepaid, one or the other of the following documents, to wit :

I

THE AUTHENTIC DISCHARGE, partial or final, made before a notary.

II

THE JUDGMENT OF A CIVIL COURT.

III

The DISCHARGE, under private signature, attested by two witnesses, accompanied by a deposition in writing of one of the two witnesses, sworn before one of the following officials, establishing that the *money was paid, in whole or in part*, and that this witness *saw the signing* of the discharge, or the consent to radiation, by the party giving it, to wit :—

10. In LOWER CANADA (Province of Quebec) : The deposition is attested by a Judge of the Court of Queen's Bench or of the Superior Court, or before a Commissioner of the S. C. of L. C. or before a justice of the peace, a notary the registrar or his deputy.

20. In UPPER CANADA (Province of Ontario) : The deposition is attested by a Judge of the Court of Queen's Bench or of the Court of Common Pleas, or before a Commissioner of the S. C. of U.-C ?

30. In FOREIGN COUNTRIES : The deposition may be attested by a minister, a chargé-d'affaires or a consul of Her Majesty in that country.

IV

IF THE MORTGAGE IS IN FAVOUR OF THE CROWN.

10. By a copy of an ORDER of the Governor in Council, certified by the Clerk of the Executive Council.

20. By a CERTIFICATE of the Attorney-General or of the Solicitor-General of Her Majesty for Lower Cana-

énonçant que telle hypothèque est éteinte en tout ou en partie.

V. L'HYPOTHÈQUE DE LA RENTE VIAGÈRE.

Par la production d'un **EXTRAIT MORTUAIRE** de la personne sur la tête de laquelle la rente était établie, accompagné d'une déposition sous serment, concernant l'identité de la personne, certifiée par les mêmes fonctionnaires mentionnés à la section III ci-dessus, chacun dans son pays respectivement.

VI. LE DÉPOT.

Dans tous les cas sus-énumérés, la *quittance*, le *certificat de délibération*, le *jugement* ou l'*ordre-en-conseil* qui l'ordonne, doivent préalablement être filés et déposés de record au bureau d'enregistrement qu'il appartient.

VII. RADIATION OU EXTINCTION FORCÉE.

Au cas du jugement qui prononce l'annulation, extinction ou résolution du droit enregistré, le registra-
teur ne peut radier à moins que tel jugement ne soit accompagné d'un certificat du greffier ou protonotaire, constatant que les délais d'appel sont expirés sans qu'il y ait eu appel de ce jugement.

VIII. LE DÉCRET.

Dans tous les cas de vente par le shérif, de jugement de ratification, de vente en banqueroute, de licitation forcée ou de vente par autorité municipale pour le recouvrement d'arrérages de taxes, un double du titre qui a été préalablement enregistré par inscription ou par transcription, ou une copie d'icelui, *doit-être déposée*.

ARTICLE 38.

ECRITS FAITS HORS DU BAS-CANADA.

Le Régistrateur doit accepter soit pour enregistrement soit pour radiation, s'il en est requis, le certificat du secrétaire d'un état étranger ou du gouvernement exécutif de cet état et les documents originaux et les copies de documents ci-après énumérés, faits hors du Bas-Canada; lesquels font preuve *prima facie* de leur

da, stating that such mortgage is extinguished in whole or in part.

V. HYPOTHEC SECURING A LIFE RENT.

By the production of a CERTIFICATE OF DEATH of the party on whom the annuity was settled, accompanied by a sworn deposition, regarding the identity of the party and certified to by the same officials mentioned in section III above, each in his own country respectively.

VI. DEPOSIT.

In all the cases already set forth, the *discharge*, *Main-Levée*, *judgment* or *Order-in-Council* which orders it, must first be fyled and deposited on record in the registry office to which it belongs.

VII. RADIATION OR FORCED CANCELLATION.

In the case of the judgment annulling, extinguishing or cancelling a registered right, the registrar cannot radiate unless such judgment be accompanied by a certificate of the Clerk or the prothonotary, establishing that the delays for appeal have expired without appeal from that judgment.

VIII. THE DECREE.

In every case of sale by the sheriff, of judgment of ratification, of sale in bankruptcy, of forced licitation, or of sale by municipal authority for the recovery of arrears of taxes, a duplicate of the deed previously registered by inscription or transcription, or a copy thereof, *must be deposited*.

ARTICLE 38.

OF WRITINGS EXECUTED OUT OF LOWER CANADA.

The registrar must accept, either for registration or for radiation, if so required, the certificate of the secretary of a foreign state, or of the executive government of such state and the original documents and the copies of these documents, hereafter enumerated, executed out of Lower Canada ; which give *prima facie* proof of their contents, *without the necessity of proving the seal or signature made by the officer to said original or copy or the authority of such officer, to wit :*

contenu, *sans qu'il soit nécessaire de prouver le sceau ou la signature apposée par l'officier à tel original ou copie, ou l'autorité de tel officier savoir :*

1o Les copies de tous *jugements* ou autres procédures judiciaires ;

2o Les copies de tous *testaments*, revêtues du sceau de la cour où l'original est déposé ou de la signature du juge, ou de l'officier qui en a la garde légale.

3o Les copies tirées sur une copie d'un testament et de sa *vérification*, certifiées par le protonotaire de la cour où il est déposé.

4o Les certificats de *mariage*, de *naissance*, de *baptême* ou de *sépulture* sous la signature de l'officier public qui a officié ou un extrait authentique d'iceux.

5o. Les copies délivrées par notaire en Bas-Canada, de toute *procuration* faite hors du Bas-Canada, en présence d'un ou plusieurs témoins et authentiquées par le maire du lieu ou autre officier public du pays d'où elles sont datées, et dont l'original a été déposé chez le notaire public susdit qui en expédie telles copies.

6o. Les copies délivrées par le greffier ou le protonotaire en Bas-Canada, d'une *procuration* faite hors du Bas-Canada et filée en cour.

Voir art. 1220 du *Code Civil du B.-C.*

ARTICLE 39.

RAISONS SOCIALES.

Dans chacun des trois cas ci-après, soit de *formation*, de *modification* ou d'*extinction* d'une RAISON SOCIALE, il faut qu'un Avis ou Déclaration particulier et spécial soit enregistré.

Voir art. 1834 et 1835 du *Code Civil du B.-C.*

Voir *Annuaire* de 1887, fol. 117.

ARTICLE 40.

HONORAIRES DE L'ARTICLE 5 DU TARIF.

Le registrateur qui fait usage de l'Index aux Immeubles, tenu en vertu de l'Acte 43 et 44 Vict., chap. 17, a droit à l'honoraire fixé par l'article 5 du Tarif des honoraires, pour chaque entrée au dit index, de toute quittance ou certificat de libération qui a été enregistré *au long*.

10. The copies of all *judgments* or judiciary procedures ;

20 The copies of all *wills*, invested with the seal of the court where the original is deposited, or of the judge's or of the official's signature who has legal care of the same.

30. The copies taken from a copy of a *will* and of its *verification*, certified by the prothonotary of the court where it is deposited.

40. The certificates of *marriage*, *birth*, or *baptism*, or *burial*, under the signature of the public fonctionnary who officiated, or an authentic extract of the same.

50. The copies delivered by a notary in Lower Canada of all *powers of attorney* made out of Lower Canada, in presence of one or several witnesses, and authenticated by the mayor of the locality, or other public officer of the country whence they are dated, and the original of which has been deposited with the notary public aforesaid who delivers such copies thereof.

60. The copies delivered by the Clerk or the prothonotary in Lower Canada of a *pawor of attorney* made out of Lower Canada and fyled in court.

See art. 1220 C. C. L.-C.

ARTICLE 39.

PARTNERSHIPS.

In each of the three cases hereinafter : of *formation* *modification* or *dissolution* of a PARTNERSHIP it is necessary that a particular and special notice or declaration be registered.

See art. 1884 and 1885 C. C. L.-C.

See *Record* of 1887, page 117.

ARTICLE 40.

FEES UNDER ARTICLE 15 OF THE TARIFF.

The registrar who makes use of the Index of Real Estate, kept in virtue of the Act 43 and 44 Vict. ch. 17, has a right to the fee settled by article 5 of the tariff of fees, for each entry in the said index, for all discharges or main-levées which have been registered *at length*.

TABLE ALPHABÉTIQUE

des matières contenues au "RÉPERTOIRE" avec référence à la
page de l'"ANNUAIRE" où se trouvent la "Dissertation"
et les citations qui y ont rapport:

	A		RÉPERTOIRE.				ANNUAIRES.			
			Art.	1885.	Fol.		1886.	1887.	1888.	
							Fol.	Fol.	Fol.	
Actes sous seing privé.....	{	4—	...	53	...	...	...	...	...	
		24—	...	...	99	...	...	...	...	
Annexes		5—	71	...	...	...	...	...	...	
Arrérages d'intérêts ou Rentes		11—	...	53	...	...	...	...	...	
Avis au Régistrateur..		8—	...	{	47	...	...	...	...	
				50	...	...	...	...	...	
Avis de décès.....		23—	...	...	98	...	...	...	...	
Avis de transmission d'immeubles.....		23—	...	...	{	98	...	...	...	
					99	...	...	...	...	
B										
Bordereaux ou Sommaires.....	{	3—	71	46	...	...	...	...	...	
		30—	...	...	108	...	...	...	...	
C										
Certificat au Shérif (<i>Recherches</i>).....		32—	...	...	112	...	...	...	...	
do (<i>Honoraires par qui taxés</i>)...		25—	...	...	{	104	{	110	...	
					105	...	...	127	...	
do (<i>Payt. des honres., quand et par qui payés</i>).....		25—	...	...	{	103	{	110	...	
					104	...	...	127	...	
do (<i>Honoraires pour radiation, quand requis</i>)		25—	...	...	100	{	110	...	...	
						127	...	...	...	
do (<i>Avis et Déclarations y mentionnés</i>).....		13—	73	46	...	...	...	...	...	
do de libération (<i>Radiation</i>).....		37—	...	...	...	{	100	...	...	
						101	...	...	...	
						108	...	...	...	
Copies et Extraits.....		20—	74	47	...	...	...	...	...	
Corrections		6—	...	55	...	...	...	...	...	
Correction du Certificat (<i>qui peut l'ordonner</i>).....		26—	...	...	105	...	...	...	...	
Curatelle.....		1—	12	46	...	...	...	...	...	
D										
Déclaration au Régistrateur.....		8—	...	{	47	...	...	...	...	
				50	...	...	...	...	...	
Décret (<i>Dépôt du double pour radiation</i>)		37—	...	...	...	...	...	...	...	
Dépôt de la quittance pour radiation..	{	9—	...	42	...	...	...	...	...	
		37—	...	...	...	...	...	...	...	
Documents et Annexes.....		5—	71	...	...	...	...	...	...	

ALPHABETIC TABLE

of the Articles of the "REPERTORY," with reference to the
page of the "ANNUAL RECORD" containing the "*Dissertation*"
and the Citations to which it refers:

A

REPERTORY. ANNUAL RECORD.

	Art.	1885. Fol.	1886. Fol.	1887. Fol.	1888. Fol.
Annexments	5—	71	...	....	....
Annuities. (<i>Radiation</i>).....	37—	...	...	....	....
Arrears of rents.....	11—	...	53	....	....
Authentic Acquittance & Discharge... (<i>Radiation</i>)	37—	...	...	....	....
do (<i>By the Curator</i>).....	31—	...	...	....	....
do <i>By the Substitute</i>	31—	...	...	110	....
do (<i>By the heirs</i>).....	31—	...	...	111	....
do (<i>made under private hand writing</i>) } in Lower-Canada.....	37—	...	...	....	....
do { do in Upper-Canada.....	37—	...	...	....	....
do { do in Foreign Country.....	37—	...	...	....	....
See also Main-levée, (<i>Essential conditions</i>). }	37—	...	...	....	....

C

Cancellation (By decree).....	37—	...	...	....	....
do of Mortgages. (<i>Forced Radiation</i>) }	10—	{ 67 }	{ 43 } { 60 } { 61 }	....	....
do do do	28—	...	...	106	....
See also Main-levée (<i>Essential conditions</i>) }	37—	...	...	....	....
Certificate to the Sheriff (<i>Fees by whom taxed?</i>) }	25—	...	...	{ 104 } { 105 }	{ 110 } { 127 }
do to the Sheriff (<i>Fees for Cancellation,</i> <i>when required?</i>) }	25—	...	...	100	{ 110 } { 127 }
do to the Sheriff (<i>Notices and Declara-</i> <i>tions therein.</i>) }	13—	73	46	....	....
do to the Sheriff (<i>Payment of fees, when</i> <i>and by whom paid?</i>) }	25—	...	...	{ 103 } { 104 }	{ 110 } { 127 }
do of Discharge (<i>Radiation</i>)...	37—	...	...	....	{ 100 } { 101 } { 108 }
do to the Sheriff (<i>Searches</i>).....	32—	...	...	112	....
do of Burial (<i>Radiation</i>).....	31—	...	...	{ 110 } { 111 }	....
do for the Sheriff (<i>Forms</i>).....	27—	...	105	....	....

E

	Art.	ANNUAIRES.			
		1885.	1886.	1887.	1888.
		Fol.	Fol.	Fol.	Fol.
Ecrits faits hors du Bas-Canada.....	38—	...	...	.....	.....
do (Enregistrement ou dépôt).....	38—	...	...	.....	.....
do (Copie de Jugement).....	38—	...	...	.....	.....
do (Copie de Testament).....	38—	...	...	.....	.....
do (Testament et vérification).....	38—	...	...	.....	.....
do (Certificat de mariage).....	38—	...	...	.....	.....
do (Procuration déposée dans le greffe d'un notaire en Bas-Canada).....	38—	...	...	.....	.....
do (Copie délivrée par le Protonotaire).....	38—	...	...	.....	.....
Extinction forcée (Radiation).....	37—	...	...	.....	.....
Extraits. (Ceux que le Régistrateur peut certifier.).....	29—	..	...	{ 107 108 }	.....
Extraits et Copies.....	20—	74	47	.....	.....
Extraits de Sépulture (Radiation).....	31—	...	...	{ 110 111 }	.....

F

Falsification ou Correction de documents enregistrés.....	6—	...	55		
Formule de Certificat au Shérif.....	27—	...	105	.....	.....

H

Hypothèque de la Couronne (Radiation).....	37—	...	...		
Honoraires sur la quittance enregistrée au long.....	40—	...	...	.....	89

I

Index aux Immeubles (43 et 44 Vict. ch. 17. (Honoraires dus par l'article 5 du Tarif sur la quittance enregistrée AU LONG).....	40—	...	...		89
do (Dans les Canlons).....	17—	...	59	84	.....
do (Subdivisions et Re-divisions)...	16—	...	58	.....	.....
Indication de radiation.....	26—	...	...	105	.....
Intérêts (Arrérages).....	11—	...	53	.....	.....

J

Jugement du Tribunal civil (Radiation).....	37—	...	...		
--	------------	-----	-----	-------	-------

M

Main-levée d'hypothèque.....	15—	...	51		
MAIN-LEVÉE ET RADIATION. (Conditions essentielles.) Le Décret).....	37—	...	...	.....	.....
do (Le Certificat de libération).....	37—	...	...	.....	.....
do (Le dépôt).....	37—	...	...	.....	.....
do (L'Extinction forcée).....	37—	...	...	.....	.....
do (L'Hypothèque de la Couronne)...	37—	...	...	.....	.....
do (L'Hypothèque de la Rente viagère).....	37—	...	...	.....	.....

	REPERTORY.		ANNUAL RECORD.			
	Art.	1885. Fol.	1886. Fol.	1887. Fol.	1888. Fol.	
Copies and Extracts	20—	74	47	.....	.....	
Corrections	6—	...	55	.....	.....	
do of the Register and of the Certificate: (<i>Who has right to do it?</i>)	26—	...	...	105	.....	
Crown Mortgage (<i>Radiation</i>).....	37—	...	...	.....	.....	
Curatorship.....	1—	12	46	.....	.....	
D						
Declaration to Registrar.....	8—	...	{ 47 }	.....	.....	
Decree—			{ 50 }	.....	.....	
(<i>Deposit of a duplicate for radiation</i>)	37—	...	...	.....	.....	
Deposit of the Acquittance—	9—	...	42	.....	.....	
(<i>for radiation</i>)	37—	...	...	.....	.....	
Documents and Annexments.....	5—	71	...	.....	.....	
E						
Extracts— (<i>What can be certified by the Registrar?</i>)	29—	...	...	{ 107 }	.....	
do and Copies	20—	74	47	.....	.....	
F						
Falsification or correction of documents registered	6—	...	55	.....	.....	
Fees on the registration at full length of the Acquittance.	40—	...	...	.....	89	
I						
Index to Immoveables (43 & 44 Vict. ch. 17.) <i>Fees on the registration at length of the Acquittance</i>	40—	...	...	.....	89	
do (<i>In the Townships</i>).....	17—	...	59	84	.. ..	
do (<i>Subdivisions and re-subdivis.</i>)..	16—	...	58	.....	.....	
Intérêts. (<i>Arrears</i>).....	11—	...	53	.....	.....	
J						
Judgment of the Civil Court. (<i>Radiation</i>)	37—	...	...	.....	.....	
M						
Main-levée of a Mortgage	15—	...	51	.....	.....	
MAIN-LEVÉE AND CANCELLATION. (<i>Essential conditions</i>) (<i>The Decree</i>)	37—	...	...	.....	.....	
do (<i>Certificate of Discharge</i>).....	37—	...	...	.....	.....	
do (<i>The Deposit</i>).....	37—	...	...	.....	.....	
do (<i>Forced Extinction</i>).....	37—	...	...	.....	.....	
do (<i>Crown Mortgage</i>).....	37—	...	...	.....	.....	
do (<i>Life Annuity</i>).....	37—	...	...	.....	.....	
do (<i>Judgment of Civil Courts</i>).....	37—	...	...	.....	.....	
do (<i>Authentic acquittance made in Lower-Canada</i>)	37—	...	...	.....	.....	
do (<i>The acquittance made in Upper-Canada</i>).....	37—	...	...	.....	.....	

	RÉPERTOIRE.		ANNUAIRES.		
	Art.	1885. Fol.	1886. Fol.	1887. Fol.	1888. Fol.
MAIN-LEVÉE ET RADIATION.—					
(Conditions essentielles.)	37—	...	...	....	....
(Le Jugement du tribunal civil)	37—	...	...	....	....
do (La quittance authentique).....	37—	...	...	....	....
do La quittance sous seing privé faite en Bas-Canada).....	37—	...	...	....	....
do (La quittance faite en Haut-Can- nada).....	37—	...	...	....	....
do (La quittance faite en pays étran- gers).....	37—	...	...	....	....
do (La quittance donnée par l'héri- tier).....	37—	...	...	111	....
do (La quittance donnée par le grevé de substitution).....	31—	...	...	110	....
do (La quittance donnée par le cu- rateur).....	31—	...	...	....	111
do (Sur production de l'extrait de sépulture).....	31—	...	...	{ 110 111 }	....
do (La mention en marge).....	31—	...	...	109	..
Mention de Radiation (à la marge)....	26—	...	...	105	....
Mutations (Entrées au Certificat).....	14—	...	59	....	{ 112 113 114 115 130 }
N					
Noms. (Recherches pour Certificat re- quis par le Shérif).....	32—	...	...	112	....
Numéro officiel. (Recherches pour Cer- tifical requis par le Shérif).....	32—	...	...	112	....
P					
Plan et Livre de renvoi. (Recherches)..	32—	...	...	111	....
Propriétés — Titres de.....	35—	...	...	114	....
Purge des hypothèques.....	10—	{ 67 69 }	{ 43 60 61 }	....	....
do do	28—	...	...	106	....
(Voir également Main-levée) } (Conditions essentielles.) }	37—	...	...	....	....
Q					
Quittance authentique. (Radiation)	37—	...	...	....	....
do (par le curateur) do..	31—	...	...	....	....
do (par le grevé de substitution) do..	31—	...	...	110	....
do (par l'héritier) do..	31—	...	...	111	....
do (sous seing-privé en B.-C. do..	37—	...	...	....	....
do (do do en H.-C. do..	37—	...	...	....	....
do (en pays étrangers) do..	37—	...	...	....	....
(Voir également Main-levée) } (Conditions essentielles) }	37—	...	...	....	....

	REPERTORY.		ANNUAL RECORD.			
	Art.	1885. Fol.	1886. Fol.	1887. Fol.	1888. Fol.	
MAIN-LEVÉE AND CANCELLATION. (Essential conditions.) (The acquittance made in Foreign Country)	37—	...	...	....	....	
do (The acquittance made by the heirs)	31—	...	...	111	....	
do (The acquittance given by the Substitute)	31—	...	...	110	....	
do (The acquittance given by the Curator)	31—	...	...	....	111	
do (On presentation of the Certificate of Burial)	31—	...	...	{ 110 111 }	....	
do (The Marginal Entry)	31—	...	...	109	....	
Memorials	{ 3 30—	71	46	...	....	
Mention of Radiation	26—	...	...	108	....	
do (in the margin of the Register)	26—	...	...	105	....	
Mutations (Entry in the Certificate)	14—	...	59	....	{ 112 113 114 115 130 }	
N						
Names. (Searches against the name for the Certificate to the Sheriff.)	32—	...	...	112	....	
Notice of death	23—	...	...	98	....	
do to Registrar	8—	...	{ 47 50 }	....	....	
do of transmission of property	23—	...	...	{ 98 99 }	....	
O						
Official number. — (Searches for the Certificate for the Sheriff.)	32—	...	...	112	....	
P						
Partnership. — (Notice of formation)	39—	...	...	117	....	
do (Amendment)						
do (Dissolution)						
Plan and Book of Reference. (Searches into them.)	32—	...	...	111	....	
Properties. — Titles	35—	...	...	114	....	
R						
Radiation. — (Mention in margin)	26—	...	...	105	....	
do (Specially required)	36—	...	...	116	....	
Receipt for deed presented for registration, but not for deposit	2—	...	{ 62 63 64 }	....	....	
Register. — Exhibition of the	18—	73	...	...	....	
Register of Mutations for the Seigneur.	34—	...	...	114	....	
Renewals	{ 7 33 }	...	64	114	....	
Rents. — Arrears of	11—	...	53	....	....	

R

	RÉPERTOIRE.		ANNUAIRES.		
	Art.	1885. Fol.	1886. Fol.	1887. Fol.	1888. Fol.
Radiation (<i>Indication en marge</i>).....	26—	...	...	105	....
do (<i>spécialement requise</i>).....	36—	...	...	116	....
Raison sociale. (<i>Avis de formation</i>)....	39—	...	...	117	....
do (<i>Avis de modification</i>)..	39—	...	...	117	....
do (<i>Avis de dissolution</i>)...	39—	...	...	117	....
Recherches	12—	...	51	....	....
do (<i>Dans les Plan et L. de R.</i>)..	32—	...	...	111	....
do (<i>Certificat au Shérif</i>) }	32—	...	...	112	....
do (<i>contre le No. officiel</i>) }					
do (<i>contre les subdivisions</i>)....	32—	...	...	112	....
do (<i>contre le nom et le No. off.</i>)	32—	...	...	112	....
do (<i>Entrée du transport</i>).....	32—	...	...	{ 112 } 113	....
Reçu des actes présentés pour enregis- trement et non déposés.....	2—	...	{ 62 } 63 64	....	....
Registre — Exhibition du.....	18—	73	...	....	....
do des Mutations pour le seigneur	34—	...	...	114	....
Renouvellements	7 et 33—	...	64	114	....
Rentes (<i>Arrérages</i>).....	11—	...	53	...	....
Rentes viagères (<i>Radiations</i>).....	37—	...	..	....	....

S

Seigneurs—Registre des Mutations....	34—	...	...	114	
Services divers—(<i>Index aux immeubles</i>)	16—	...	58	....	....
Servitudes (Renouvellement).....	33—	...	...	114	....
Sommaires	3—	71	46	....	....
Subdivisions officielles (Recherches)...	32—	...	...	112	....

T

TARIF— Art. 1.....	21—	58	...		
do — Art. 5.....	{ 21— 40—	58	...	....	89
do — Art. 8.....	21—	59	...	....	....
do — Art. 9.....	21—	...	43	....	....
do — Art. 10.....	21—	...	{ 43 } 51	....	....
do — Art. 12.....	21—	{ 58 } 60	...	....	....
do — Art. 13.....	21—	60	...	....	....
do — Art. 17.....	21—	61	...	....	....
do — (<i>Honoraires pour la purge des hypothèques</i>).....	22—	61	...	....	....
do — Art. 31.....	21—	61	...	....	....
Timbres (<i>pour services divers</i>).....	19—	74	...	....	....
Titres de propriétés.....	35—	...	...	114	....
Transport (Entrée au Certificat).....	32—	...	...	{ 112 } 113	....
Tutelle et Curatelle.....	1—	12	46	....	....

S

	REPERTORY.		ANNUAL RECORD.			
	Art.	1885. Fol.	1886. Fol.	1887. Fol.	1888. Fol.	
Subdivisions. — Official. (<i>Searches</i>)...	32—	71	46	....	....	
Stamps (for various services).....	19—	74	...	....	....	
Servitudes.—(Renewal).....	33—	...	...	114	....	
Services. — Various.						
(<i>Index to Immoveables</i>) }	16—	...	58	....	....	
Seigniors. — Register for the.....	34—	...	...	114	....	
Searches	12—	...	51	....	....	
do (<i>In the Offic. Plans and B. of R.</i>).....	32—	...	...	111	....	
do (<i>Against the Official No.</i>).....	32—	...	...	112	....	
do (<i>For the Sheriff</i>)	32—	...	...	112	....	
do (<i>Against Subdivisions</i>).....	32—	...	...	112	....	
do (<i>Against the Official</i> <i>No. & the Names.</i>) }	32—	...	...	112	....	
do (<i>Entry of the Transfer</i>	32—	...	...	{ 111 112 }	.. ..	

T

Tariff. — Art. 1	21—	58	...		
do — Art. 5	{ 21— 40—	58	...	.....	89 }
do — Art. 8	21—	59	...	.....	.....
do — Art. 10	21—	{ 43 51 }	...	.....	.....
do — Art. 12	21—	{ 58 60 }	...	.....	.....
do — Art. 13	21—	60	...	.....	.....
do — Art. 17	21—	61	...	.....	.....
do — (<i>Fees for Cancellation</i> <i>of Mortgages</i>) }	22—	61	...	.....	.....
do — Art. 31	21—	61	...	.....	.....
Titles of Property.....	35—	...	...	114	.....
Transfers. (Entered in the Certificate).....	32—	...	...	{ 112 113 }	.....
Tutorships.....	1—	12	46	.....	.....

W

Writings. — (Private hand).....	{ 4— 24—	...	83	.....	.....
do made outside of Lower-Canada }	38—	...	...	99	.....
do (<i>Registration or Deposit</i>).....	38—	...	...	.....	.....
do (<i>Copy of a Judgment</i>).....	38—	...	...	.....	.....
do (<i>Copy of a Last-Will</i>).....	38—	...	...	.....	.....
do (<i>Probate of Last-Will</i>).....	38—	...	...	.....	.....
do (<i>Certificate of Marriage</i>).....	38—	...	...	.....	..
do (<i>Power of Attorney fyled</i> <i>among the Notarial</i> <i>Minutes of a Notary</i> <i>in Lower-Canada.</i>) }	38—	...	...	.....	.....
do (<i>Copy delivered by the</i> <i>Protonotary</i>).....	38—	...	...	.....	.....